

Iran-Dossier. Les travailleurs du pétrole se joignent aux protestations. De petites fissures s'ouvrent dans les hautes sphères de la théocratie

Thursday 2 February 2023, by [MATHER Yassamine](#) (Date first published: 27 January 2023).

Les manifestations en Iran ne font pas tellement la une de l'actualité ces jours-ci, mais - malgré la répression, l'exécution de quatre manifestants et la mort de centaines de personnes, ainsi que les terribles lésions infligées - la semaine dernière, des milliers de travailleurs du pétrole ont organisé des mobilisations réussies dans presque toutes les raffineries, les usines pétrochimiques et les services associés à la compagnie pétrolière nationale.

Les politiques de privatisation implacables de la République islamique ont inévitablement réduit la force politique des travailleurs du pétrole. A l'heure actuelle, nous ne pouvons pas envisager une répétition du type de grève qui a contribué à faire tomber le shah en 1979. Toutefois, le fait que les salariés permanents [et non pas seulement les salariés de la sous-traitance] de la compagnie pétrolière aient réussi à coordonner une grève nationale à un moment où le régime arrête les militants syndicaux et limite l'accès à Internet, signifie que la grève a été un succès substantiel. Elle est un signe que les souvenirs historiques restent une force puissante parmi la nouvelle génération de travailleurs du pétrole.

Déclaration

Le texte ci-dessous est un extrait de la déclaration des salariés du secteur pétrolier:

«Que disons-nous, nous, les travailleurs du pétrole d'Iran?

Nous, les travailleurs du pétrole, avons abordé la grave situation actuelle dans notre déclaration du 21 janvier. Dans cette déclaration, nous avons souligné nos demandes de liberté de protestation, de rassemblement, de grève, de manifestation et de liberté d'organiser des partis politiques.

Nous avons exigé la fin de l'oppression, de l'humiliation et de la discrimination à l'égard des femmes.

Nous avons souligné la nécessité de l'égalité des droits pour tous les citoyens et citoyennes du pays, sans distinction de croyance, de religion, d'ethnie [Kurdes, Baloutches, etc.], de sexe, et l'élimination de toute discrimination et inégalité dans la société.

Nous avons déclaré qu'il fallait mettre fin aux attaques des forces de sécurité et que

personne ne devait être emprisonné en raison de ses opinions.

Nous demandons la libération immédiate et inconditionnelle de toutes les personnes arrêtées et l'abolition de la peine de mort. Nous pensons que les pendaisons, les exécutions relèvent d'un crime d'Etat.

Aujourd'hui, en réponse au tapage de la campagne de «défense politique» [une référence à la proposition de Reza Pahlavi, le fils de l'ex-shah, d'être reconnu comme le «défenseur» du peuple iranien, représentant tout le monde dans les discussions avec les «puissances internationales»!], nous insistons pour exprimer nos revendications encore plus fortement et fermement. Une fois de plus, nous annonçons haut et fort que nous ferons taire ceux qui veulent marginaliser les voix, les appels de nos travailleurs et du peuple.

Les détenteurs d'un pouvoir de décision sont l'ensemble des travailleurs et nous, c'est-à-dire le peuple. Nous renvoyons chacun et chacune au sixième paragraphe de notre déclaration du 21 décembre et affirmons:

“Nous n'acceptons aucun pouvoir se proclamant au-dessus de nos têtes, ni dans le travail ni dans la vie. Notre volonté est de mettre en place des conseils de travailleurs et une gestion collective de la société. Déclarer ces revendications minimales est le premier pas pour concrétiser la volonté collective de notre peuple de s'unir et de façonner notre destin et notre avenir.”

Travailleurs! La situation est grave. Unité, unité!

Nous mettons toujours l'accent sur les grèves nationales.»

Dans l'ensemble, nous pourrions indiquer qu'il y a une sorte d'impasse en Iran: ceux qui gouvernent ne peuvent pas continuer à le faire à l'ancienne: il n'y a aucun moyen pour eux de retrouver l'autorité qu'ils avaient avant la vague actuelle de protestations. Cependant, les manifestant-e-s ne sont pas en mesure de renverser le gouvernement et, bien qu'en matière de répression, nous n'assistions pas à un conflit ouvert entre les fantassins et leurs commandants, des fissures dans les plus hauts rangs du clergé chiite sont révélatrices du type de crise auquel le régime s'affronte.

Certaines des disputes entre eux concernent l'exécution de manifestants accusés de moharebeh («guerre contre Dieu») et le débat oppose des religieux de très haut rang.

Le droit pénal iranien est fondé sur la jurisprudence chiite. En théorie, un juge devrait être un *mojtahed* - quelqu'un qui donne une interprétation faisant autorité selon la doctrine islamique. Cependant, il n'y a pas assez de *mojtaheds* et le système fait donc souvent appel à des juges civils. L'une des critiques exprimées par les ayatollahs de haut rang est que les récentes condamnations à mort de manifestants ont été prononcées par des juges non-*mojtahed*, qui ne sont ni suffisamment qualifiés pour rendre des décisions ni indépendants dans leurs opinions juridiques. Parmi les critiques figurent d'éminents religieux tels que l'ayatollah Mostafa Mohaqeq Damad, qui a dirigé le département de droit de l'Université Shahid Beheshti à Téhéran. Il a appelé à un examen plus approfondi avant que de telles peines ne soient prononcées, mettant en garde ses collègues religieux: «L'histoire n'oubliera jamais les erreurs et la désinvolture au regard du sang et des punitions illégitimes.»

Après l'exécution de Mohsen Shekari, un manifestant de 22 ans, le 8 décembre 2022, l'ayatollah Mohammad Ali Ayazi - un haut membre du clergé chiite de la ville sainte de Qom - a déclaré lors

d'un entretien:

«Il existe une définition claire du *moharebeh* dans la jurisprudence [islamique]. Ce crime consiste à utiliser une arme dans l'intention de terrifier le peuple et de faire la guerre à Dieu et au prophète Mahomet... Lorsque quelqu'un a le droit de protester contre le statu quo et que la police tente d'entraver la manifestation, nous ne pouvons pas parler d'un acte de *moharebeh*.»

Les «réformistes»

Ali Ayazi est allé plus loin, laissant entendre que ces exécutions pourraient exemplifier la notion jurisprudentielle d'*ikhafa* - une tentative de créer un sentiment d'insécurité parmi le public. L'ayatollah Morteza Moqtadaie - membre de l'Assemblée des experts, qui a le pouvoir de nommer le Guide suprême de l'Iran - a publié un commentaire selon lequel un auteur de *moharebeh* est quelqu'un qui manifeste des intentions de préparation à la guerre. En outre, il a affirmé que tous ces accusés ne peuvent pas être condamnés à mort, estimant que seuls ceux qui ont commis un meurtre doivent être exécutés.

Fin décembre 2022, Hossein Ansari Rad, un ancien juge «réformateur», a publié une lettre ouverte adressée au Guide suprême, dans laquelle il critiquait son régime. Il a déclaré: «La République islamique a échoué dans tous les aspects économiques, politiques, sociaux et culturels» et a averti qu'«une grande explosion se produira» si le gouvernement continue à ignorer les revendications des manifestant·e·s.

Un autre critique important est l'ayatollah Abdullah Javadi Amoli - une figure importante, car il est un *marja-e taqlid*, ce qui signifie «source à suivre» ou «référence religieuse». Dans l'islam chiite, seuls les plus hauts rangs de la théocratie obtiennent un tel titre. Pour la énième fois ces dernières semaines, Javadi Amoli a critiqué les agissements des «fonctionnaires incompetents» et a averti que «tant que les fonctionnaires seront incapables et qu'il y aura des détournements de fonds astronomiques dans la société, l'échec sera certain».

Les propos de ce religieux modéré de 89 ans sont devenus plus directs ces derniers mois que les années précédentes. Javadi Amoli parle souvent de la terrible situation économique du pays et des conditions de vie de la plupart des Iraniens et Iraniennes. Il a souvent déclaré lors de réunions officielles: «Si le peuple n'est pas sur la scène, l'échec est certain» (les dirigeants actuels de l'Iran font référence au soutien populaire à leur pouvoir comme à la «présence du peuple sur la scène politique»).

Sa critique est significative, car les médias iraniens le présentent habituellement avec des définitions telles que «philosophe», «d'autorité», «mystique», «professeur de morale», ainsi que «membre de l'assemblée du séminaire de Qom» (une importante association de religieux chiites).

Bien qu'il ne soit pas à la hauteur d'autorités telles que Hossein Vahid Khorasani et Musa Shabiri Zanjani, qui comptent parmi les personnalités islamiques les plus érudites, il occupe une position importante parmi les religieux de Qom et est souvent cité par les médias officiels iraniens.

Javadi Amoli était l'un des étudiants de l'ayatollah Khomeini, ce qui lui a valu de devenir membre du Conseil judiciaire suprême en 1979 (nommé sur décret de Khomeini) et de jouer un rôle important dans la rédaction des projets de loi judiciaires. Il est également connu pour être un fervent partisan du concept de *Velayat al-Faqih* (direction suprême du plus haut clerc). Malgré ses critiques acerbes de la situation économique et politique du pays, il soutient toujours l'actuel Guide suprême Ali Khamenei. Toutefois, ces derniers jours, il a été entendu répétant l'affirmation selon laquelle «avoir un bon dirigeant n'est qu'un aspect de la question» et donnant l'exemple du «premier imam des

chiites». En d'autres termes, il ne rejette pas la responsabilité des problèmes actuels sur le seul Khamenei, mais remet plutôt en question l'ensemble du leadership politique.

Iran : Soutien au soulèvement « Femme, Vie, Liberté » - Non aux exécutions capitales !

Depuis le meurtre de Jina-Mahsa Amini le 16 septembre dernier par la police des mœurs, un soulèvement populaire inédit par son ampleur, sa profondeur et sa durée fait trembler la République Islamique d'Iran. En moins de 48h, le mot d'ordre « Femme, Vie, Liberté » s'est propagé dans tout le pays, puis dans le monde entier.

La lutte pour la chute de la République Islamique est engagée

Rapidement d'autres slogans ont fleuri : « Mort au dictateur », « Mort à l'opresseur, que ce soit le Chah ou le Guide suprême », « Pain, Travail, Liberté », « Pauvreté, corruption, vie chère, nous irons jusqu'au renversement ».

Ce mouvement de contestation radical rassemble des femmes, des jeunes, les minorités nationales, des travailleuses et travailleurs avec ou sans emploi, dans un rejet total de ce régime théocratique, misogyne et totalement corrompu. Le soulèvement s'ancre dans la durée et touche plus de 160 villes petites et grandes. Avec plus de 50% de la population sous le seuil de pauvreté et l'absence de droits démocratiques et sociaux élémentaires, c'est l'ensemble du système que les peuples d'Iran veulent renverser.

Les appels à la grève se multiplient, notamment parmi les enseignant.es des universités, les salarié.es de la pétrochimie, des aciéries d'Ispahan, des transports en commun de Téhéran et de sa banlieue, des chauffeurs routiers... Les grévistes subissent licenciements, arrestations et tortures.

Une répression féroce et sans limite

À ce jour, la répression a fait plus de 500 mort.es dont 69 mineur.es, des milliers de blessé.es, plus de 19 000 prisonnier.es et disparu.es, des enlèvements. Au Kurdistan iranien et au Sistan-Baloutchistan, les Gardiens de la révolution mènent une guerre sanglante contre la population révoltée. Les villes kurdes subissent un état de siège qui ne dit pas son nom.

La violence de ce régime criminel n'a pas de limite. De nombreux témoignages attestent de la brutalité inouïe des conditions de détention visant à briser la détermination des détenu.es. Des prisonnier.es sont torturé.es, violé.es, battu.es à mort.

Afin d'instaurer un climat de terreur et éteindre la contestation, le pouvoir judiciaire prononce des condamnations de plus en plus lourdes à l'encontre des manifestant.es. Malgré cela, la mobilisation ne faiblit pas. Avec courage et détermination, des étudiant.es, des jeunes, des femmes, des travailleurs et travailleuses, des artistes et des journalistes continuent de défier le régime, et celui-ci a décidé de franchir un cran supplémentaire.

La multiplication des condamnations à mort

Pour le simple fait d'avoir manifesté, au moins 65 personnes (dont 11 femmes et cinq enfants) ont été inculpées « d'inimitié avec Dieu », de « corruption sur Terre », d'insurrection ou de meurtre. Le pouvoir judiciaire enchaîne des parodies de procès, sans aucun droit de la défense et multiplie les condamnations à mort.

Après les exécutions de Mohsen Shekari et de Majidreza Rahnavard les 8 et 12 décembre dernier, le pouvoir iranien a procédé, le 7 janvier, à la pendaison de Seyed Mohammad Hosseini et de Mohammad Mehdi Karami. Leurs crimes : avoir osé exprimer leur révolte face à la mort de Jina-Mahsa Amini à Téhéran ou de Hadis Nadjafi à Karaj. Le pire est à craindre pour celles et ceux qui attendent dans les couloirs de la mort des sordides prisons d'Iran et plus largement pour l'ensemble des détenu.es.

Les peuples d'Iran doivent être maîtres de leur destin

Dans ce contexte et face au spectre d'une révolution politique et sociale en Iran, les dirigeants des grandes puissances œuvrent, plus ou moins discrètement, à la constitution d'un Conseil de transition rassemblant tous les courants de l'opposition de la droite iranienne, dont les monarchistes. Ces courants, libéraux sur le plan économique et autoritaires sur le plan politique, sont à l'opposé des dynamiques des mobilisations et des aspirations sociales et démocratiques qui s'expriment en Iran.

Du coup d'État de 1953 organisé par la CIA et les services secrets britanniques contre le gouvernement Mossadegh et sa politique de nationalisation du pétrole, en passant par la conférence de Guadeloupe en 1979 où les chefs d'Etat de France, d'Allemagne, de Grande Bretagne et des États-Unis ont accéléré le départ en exil du Chah et l'avènement de Khomeiny, les grandes puissances ont toujours agi, sans surprise, en faveur de leurs propres intérêts contre ceux des peuples d'Iran.

A l'opposé des solutions imposées de l'extérieur, nous défendons une véritable campagne de solidarité internationale avec toutes celles et ceux qui se mobilisent en Iran pour en finir avec la République Islamique.

Être à la hauteur de la détermination et du courage du peuple iranien

L'issue du soulèvement en cours sera déterminante pour les peuples de la région et du monde. Il est donc de notre responsabilité, à la mesure de nos moyens, d'aider le soulèvement « Femme, Vie, Liberté » à réaliser ses aspirations émancipatrices.

En effet, la machine à répression qu'est la République Islamique ne sera pas brisée sans une puissante campagne internationale et sans une mobilisation forte des opinions mondiales.

- Nous exigeons l'arrêt immédiat des condamnations à mort, des exécutions et l'abolition de la peine capitale.
- Nous exigeons la libération immédiate de l'ensemble des prisonnier.es politiques et syndicaux, des enseignant.es, des étudiant.es, des médecins, des artistes, des activistes et manifestant.es incarcéré.es, etc.
- Nous demandons la mise en place d'un comité international composé de juristes, de syndicalistes, de journalistes et d'ONG pour mener une enquête indépendante sur les lieux de détentions en Iran.
- Nous soutenons le combat des femmes pour le droit à disposer de leur corps. Nous exigeons avec elles l'abolition de toutes les lois misogynes ainsi que l'apartheid de genre.
- Nous soutenons les droits fondamentaux et démocratiques des Iraniennes et Iraniens, qu'ils/elles soient Kurdes, Baloutches, Arabes, Azéris, Lors, ou Perses.
- Nous soutenons les travailleurs et travailleuses d'Iran dans leur lutte pour la dignité, leurs droits à se défendre par la grève ainsi que par la construction de syndicats et d'organisations politiques.
- Nous exigeons avec force des pays européens le gel des avoirs des plus hauts dirigeants des Gardiens de la Révolution et de la République Islamique, y compris ceux du Guide Ali

Khameneï et de son entourage dont le montant total est évalué à 95 milliards de dollars. Ces fortunes acquises par le pillage des ressources, la surexploitation des salarié.es, la prédation et la corruption doivent revenir aux peuples d'Iran.

- A l'instar de ce qui a été fait contre les oligarques russes, nous exigeons le gel des avoirs des oligarques iranienn.es.
- Nous réclamons la levée du secret bancaire et commercial en France, en Europe et dans le monde pour bloquer les richesses accumulées par les dirigeants de la République Islamique, des Gardiens de la révolution et des entreprises qui leur sont liées.
- Nous exigeons l'arrêt de toute collaboration industrielle, économique et diplomatique avec la République Islamique.

Signataires de cette tribune, nous réaffirmons notre soutien plein et entier à toutes celles et ceux qui luttent en Iran pour l'égalité, la justice sociale, la démocratie et contre toute forme de pouvoir autocratique et autoritaire.

Nous sommes à leur côté par tous les moyens qui sont les nôtres, et nous nous engageons à multiplier les initiatives de solidarité avec les peuples d'Iran. Jusqu'à la victoire de cet élan révolutionnaire irrépressible !

Pour voir la liste des signataires, [cliquez sur ce lien](#)

Yassamine Mather

[Abonnez-vous](#) à la Lettre de nouveautés du site ESSF et recevez par courriel la liste des articles parus, en français ou en anglais.

P.S.

Article publié par *Weekly Worker*, 26 janvier 2023; traduction rédaction *A l'Encontre*

<http://alencontre.org/moyenorient/iran/iran-dossier-les-travailleurs-du-petrole-se-joignent-aux-protestations-de-petites-fissures-souvent-dans-les-hautes-spheres-de-la-theocratie.html>